



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale des Hauts-de-Seine**

Service Risques et installations classées
de Paris et des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot-Curie
BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 12/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PMC ISOCHEM

4 AV PHILIPPE LEBON
92230 Gennevilliers

Code AIOT : 0006506294

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/10/2024 dans l'établissement PMC ISOCHEM implanté 4 AV PHILIPPE LEBON 92230 Gennevilliers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PMC ISOCHEM
- 4 AV PHILIPPE LEBON 92230 Gennevilliers
- Code AIOT : 0006506294
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société PMC ISOCHEM fabrique des principes actifs et des produits dédiés à l'industrie pharmaceutique avec l'utilisation de solvants organiques. Environ 150 tonnes de produits ont été fabriquées sur site en 2023.

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2024 Rétention

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescriptions	1 mois
5	Tuyauteries de matières dangereuses	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
7	Bassin de confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
3	Produits incompatibles – rétentions non déportées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
4	Rétention du parc à fûts	Arrêté Préfectoral du 12/09/2022, article 1	Sans objet
6	Bassin de confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26	Sans objet
8	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'établissement de placer sous rétention les fûts de produits situés dans le local de produits non inflammables qui sont actuellement stockés sans rétention. Il devra également réaliser le plan des tuyauteries contenant des matières dangereuses, et aussi justifier que l'évaluation du volume dédié à la rétention des eaux d'extinction est bien à jour et se base sur le bon scénario majorant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que les produits stockés dans l'atelier des « non inflammables » sont placés sous rétentions. Chaque rétention peut contenir 1 875 L de produit, et est placée sous un stockage pouvant accueillir 32 fûts de 200 L au maximum. Conformément à l'article 25-I de l'arrêté ministériel du 04/10/2010, la capacité de rétention (1 875 L) est au moins égale à 20 % de la capacité totale des récipients associés (200x32x0,20 = 1 280 L). Toutefois l'inspection des installations classées a remarqué la présence de fûts de chloroforme et de dichlorométhane dans l'atelier de stockage des produits non inflammables qui n'étaient pas placés sous rétention. L'exploitant a expliqué que des rétentions seraient ajoutées dans l'atelier pour se remettre en conformité. Par ailleurs, l'Inspection a constaté que le stockage de produits inflammables dans le parc à fûts est associé à une rétention suffisante.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra placer les fûts de chloroforme et de dichlorométhane sous rétention conformément à l'article 25-I de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que la disponibilité de la rétention est assurée (pas d'objets mobiles de type déchets ou palettes présents dans la rétention ou d'eau pluviale en quantité importante). Lors de la visite sur site, l'Inspection a également constaté par vérification visuelle le bon état des rétentions et le bon fonctionnement du dispositif de confinement du parc de rétention des produits inflammables.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Produits incompatibles – rétentions non déportées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Produits incompatibles
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que les produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Par ailleurs, les produits incompatibles avec l'eau sont stockés à l'extérieur du parc à fûts sur une rétention surélevée. L'Inspection n'a pas de remarques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rétention du parc à fûts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2022, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Rétention du parc à fûts
Prescription contrôlée : <p>La rétention du parc à fûts ne présente pas de vitesse de fuite supérieure à 10^{-7} mètres par seconde.</p> <p>Des essais à sec de déclenchement pour chacun des batardeaux, c'est-à-dire sans procéder à la mise en eau de la rétention, sont réalisés au moins tous les 12 mois. Ces essais incluent un déclenchement manuel ainsi qu'une détection par détection de liquide en rétention.</p> <p>Une vérification sur 24 heures de la performance de la rétention avec mise en eau est effectuée tous les 60 mois. Elle inclut la réalisation d'un essai à sec. Le volume d'eau introduit dans la rétention à cet effet permet d'atteindre au moins la moitié de la hauteur des batardeaux en position fermée. L'eau utilisée est recueillie et traitée conformément aux dispositions applicables aux eaux industrielles.</p> <p>Les opérations d'entretien et de maintenance, les méthodes et les résultats des essais à sec et des essais en eaux ainsi que les éventuels plans d'action visant à corriger tout désordre et dysfonctionnement sont consignés dans un dossier éventuellement dématérialisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>L'exploitant a présenté à l'Inspection les résultats du dernier test de vérification sur 24 heures de la performance de la rétention avec mise en eau. Le test, daté du 18/08/2022, a démontré une performance de rétention satisfaisante, après des essais infructueux en 2021 : le test effectué en 2021 avait mené à des pertes de 53 m³ après 24 h de mise en eau. Des travaux d'étanchéité des murs en parpaings du parc à fûts ont été réalisés en 2022 et une résine a été installée pour étanchéifier la surface de rétention. Le test du 18/08/2022 a abouti à 0,78 m³ de pertes en 24 h, pour une vitesse de perte de 3,12. 10⁻⁸ m/s soit une valeur inférieure à 10^{-7} m/s, conformément à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 12/09/2022.</p> <p>D'autre part, des essais à sec de déclenchement de chacun des batardeaux ont été effectués le jour de l'inspection.</p> <p>Le premier test consistait à déclencher manuellement l'alarme qui s'activerait lors d'une détection de liquide dans la rétention. Lors du premier essai, un seul des deux batardeaux s'est correctement fermé. L'autre batardeau est resté coincé, <i>a priori</i> à cause d'un problème de ventouse à laquelle il est rattaché lorsqu'il est relevé. De nouveaux essais ont été effectués par la suite et la chaîne de fermeture a correctement fonctionné pour les deux batardeaux.</p> <p>Un deuxième test a été réalisé en mettant les détecteurs directement en contact avec du liquide, et les batardeaux se sont bien fermés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Tuyauteries de matières dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V
Thème(s) : Actions nationales 2024, Tuyauteries de matières dangereuses
Prescription contrôlée : C.-Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont accessibles et repérées conformément aux règles en vigueur. D.-Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont installées à l'abri des chocs et sont résistantes aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques auxquelles elles sont exposées. Des dispositions spécifiques sont notamment mises en place au niveau des cheminements des tuyauteries à proximité des voies de circulation (hauteur suffisante, protections adaptées ...). Leur parcours est aussi réduit que possible. E.-Le parcours des tuyauteries contenant des matières dangereuses figure sur un plan tenu à jour.
Constats : L'exploitant a indiqué que les tuyauteries ne sont jamais en charge, et que lors d'un chargement un opérateur est toujours présent. S'il y a une fuite sur une canalisation, il existe un protocole en interne de gestion des pollutions accidentelles, avec le plan d'action en fonction de là où la pollution est localisée. Les tuyauteries de produits inflammables sont signalisées en début et en fin de pipelines, cependant certaines étiquettes ne sont plus très lisibles. Par ailleurs, l'exploitant n'a pas pu présenter de plan des tuyauteries contenant des matières dangereuses.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra réaliser un plan des tuyauteries contenant des matières dangereuses, conformément à l'article 25-V.E de l'arrêté ministériel du 04/10/2010. L'exploitant devra aussi remplacer les étiquettes qui ne sont plus lisibles sur les tuyauteries de produits inflammables.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Bassin de confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26
Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : Les installations comportant des stockages de produits très toxiques ou toxiques visés par l'une ou plusieurs des rubriques nos 4707, 4708, 4711, 4712, 4717, 4723, 4724, 4726, 4728, 4729, 4730, 4732, 4733 de la nomenclature des installations classées en quantité supérieure à 20 tonnes, des stockages de substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé en quantité supérieure à 200 tonnes sont équipées d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.

<p>Ce bassin ou le dispositif équivalent mentionné ci-dessus est dimensionné pour pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.</p> <p>Pour les sites autorisés après le 1er janvier 2012, ce bassin ou ce dispositif équivalent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - est implanté hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/ m² identifiées dans l'étude de dangers, ou ; - est constitué de matériaux résistant aux effets générés par les accidents identifiés dans l'étude de dangers et susceptibles de conduire à son emploi. <p>Le volume de ce bassin ou de ce dispositif équivalent est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m³/tonne de produits visés au premier alinéa de cet article et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.</p> <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin ou de ce dispositif équivalent sont disposés pour pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que le site fait office de rétention pour contenir les eaux d'extinction. Les organes de commandes de la rétention du parc à fûts sont facilement accessibles. L'inspection des installations classées n'a pas de remarques.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Bassin de confinement des eaux incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.</p> <p>Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.</p> <p>Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m³.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ; - tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ; - en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. <p>Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens

à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part. Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'Inspection comme justificatif des calculs de dimensionnement l'évaluation de la capacité des rétentions du site, datée du 30/10/2024. Cette étude démontre que le volume total nécessaire à l'extinction et la sécurisation du parc à fûts, dont l'incendie est le scénario majorant retenu, est de 588,8 m³.

La capacité de rétention des eaux, prenant en compte la capacité de rétention au niveau du parc à fûts, des installations voisines et celle de la rétention de la zone chimique, est égale à 618,5 m³, un volume supérieur aux 588,8 m³ requis par le scénario majorant.

L'exploitant indique que cet argumentaire a été présenté à l'inspection des installations classées lors de la visite d'inspection du 27/07/2021, lors de laquelle il a été démontré que "le site pouvait garantir la rétention nécessaire conformément aux exigences de sécurité".

Néanmoins, l'inspection remarque que l'évaluation de la capacité des rétentions du site fournie est basée sur l'étude de dangers (EDD) de 2012, or une nouvelle étude de dangers a été réalisée en 2022.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées note que le volume de rétention est supérieur au volume nécessaire déterminé dans l'étude précitée.

Néanmoins, le scénario majorant retenu étant tiré de l'étude de dangers de 2012, l'exploitant devra justifier la raison pour laquelle l'évaluation du volume nécessaire à la rétention des eaux d'extinction ne s'est pas basée sur la dernière EDD datée de 2022, en démontrant notamment que le scénario majorant sur lequel les calculs se basent n'a pas évolué entre les deux EDD de 2012 et 2022. Dans le cas contraire, l'exploitant devra refaire une évaluation de ce volume en se basant sur la dernière EDD de 2022, et selon les modalités de calculs décrites dans l'article 26 bis de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2024, État des matières stockées
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant a indiqué que le directeur des opérations envoie chaque jour l'état des stocks complet sur Sharepoint ainsi qu'une extraction de cet état des stocks. L'inspection des installations classées a vu l'état des stocks du jour de la visite, avec les quantités indiquées par produit et par classe de danger. L'inspection des installations classées a aussi constaté, par sondage, que l'exploitant avait bien les fiches de données de sécurité de deux produits stockés sur site, le Lipoxol et le méthylcyclohexane.
Type de suites proposées : Sans suite